

9 novembre 2022

Bilan social : encore beaucoup à faire pour la fonction publique

Le rapport sur l'état de la fonction publique communément appelé bilan social a été présenté lors du Conseil Commun de la Fonction Publique (CCFP) du 8 novembre.

Pour Solidaires, il y a dans ce bilan peu de choses dont on peut réellement se féliciter sur l'évolution de la fonction publique. Les éléments présentés dans ce rapport continuent d'acter notamment de très grandes disparités et des discriminations bien ancrées.

Pour Solidaires, ce rapport est également l'occasion de rappeler la demande d'abrogation de la loi de transformation de la fonction publique dont les dernières déclinaisons se mettront en place après les élections de décembre. La casse déjà entamée des instances de dialogue social et notamment la suppression de l'essentiel des compétences des CAP a déjà montré de nombreuses dérives notamment avec l'augmentation des mutations dans l'intérêt du service pour déguiser des sanctions disciplinaires.

Bien entendu, il ne peut être question de bilan sans aborder la nécessité de mesures salariales générales immédiates. Faut-il rappeler qu'aucune mesure générale n'a été prise pendant quasiment 10 ans et que les 3,5% d'augmentation du point d'indice en juillet ne couvrent même pas la moitié de la poussée inflationniste constatée sur une année.

Pour Solidaires, c'est bien 400€ immédiats sous la forme de 85 points d'indice qui doivent être accordés en plus d'une augmentation du point à la hauteur des pertes accumulées. Aucun agent-e ne doit par ailleurs toucher moins de 1700€ net par mois.

Face à l'augmentation de la contractualisation dans la fonction publique bien visible dans le rapport présenté lors du CCFP, pourtant facteur de grande précarité, Solidaires revendique également un plan massif de titularisations.

A cette question salariale s'ajoute également celle de l'égalité professionnelle pour laquelle beaucoup reste à faire tout comme celle de la lutte contre les violences sexuelles et sexistes faites aux femmes. Une nouvelle fois, pour Solidaires, sans mesure contraignante, les avancées se feront attendre et les femmes continueront de subir des discriminations. Alors que l'égalité est affichée grande cause pour le second quinquennat, on ne peut que constater que peu de choses bougent au-delà des affichages.

La fonction publique ne peut se satisfaire de bonnes intentions. Les urgences sont là à tous les niveaux, elles appellent des actes forts.